



HAL
open science

**Serge Blanchard et Régis Ouvrier-Bonnaz, Connaissance
du travail et orientation - Une histoire en débats,
Octarès, 2018,
Saraceno Marco**

► **To cite this version:**

Saraceno Marco. Serge Blanchard et Régis Ouvrier-Bonnaz, Connaissance du travail et orientation - Une histoire en débats, Octarès, 2018,. 2019. halshs-03021615

HAL Id: halshs-03021615

<https://shs.hal.science/halshs-03021615>

Submitted on 29 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Serge Blanchard et Ouvrier-Bonnaz (dir.), Connaissance du travail et orientation - Une histoire en débats. Toulouse, Octarès, 2018.

Marco Saraceno

L'ouvrage dirigé par Serge Blanchard et Ouvrier-Bonnaz, consacré à l'histoire des rapports entre « connaissance du travail » et orientation, recueille une série de communications réalisées dans le cadre d'un séminaire organisé par le Groupe de recherche et d'étude sur l'histoire du travail et de l'orientation (GRESHTO)-CRTD-Cnam. Le texte se compose de sept chapitres présentant à la fois des réflexions générales sur l'évolution de ces rapports et l'étude de cas particuliers. Bien que le titre n'indique pas de limites temporelles délimitant le travail historique, les contributions se concentrent sur une période allant grosso modo du début du XXe siècle aux années 1990. Si le point initial est bien thématiqué dès l'introduction d'Ouvrier-Bonnaz et dans le premier texte de Marcel Turbiaux, la limite haute de l'entreprise historique est moins explicite. Le sous-titre de l'ouvrage rend compte de cette indétermination en renvoyant à une « histoire » que la mise « en débat » contemporaine laisse ouverte. Comme le souligne Patricia Champy-Remoussenard dans sa postface « la mise en perspective historique » portée par ce volume « éclaire les faits actuels », notamment concernant les dispositifs récemment mis en place pour permettre à chaque élève de connaître le monde économique et professionnel (Parcours Avenir). Ces textes sont toutefois éclairants également pour leur dimension spécifiquement « historique ». Ils posent en effet la question de la continuité et de la discontinuité d'une façon particulière de rendre compte du « travail » comme une activité sociale et individuelle, apparue au début du XXe siècle.

Il semble en effet que le projet de l'ouvrage d'étudier la place de la « connaissance du travail » dans les démarches d'orientation scolaire et professionnelle trouve son sens dans une circonstance particulière qui représente la limite historique initiale de l'ouvrage. Celle-ci est pointée au moment de la formalisation de l'orientation professionnelle dans un projet politico-social très fortement marqué par le rationalisme et par une forme de scientisme. Il s'agit donc d'une période dans laquelle l'ambition d'une « connaissance » rationnelle du travail — la tentative de faire du travail un objet scientifique saisissable dans ses caractéristiques positives — et la volonté sociale d'implémenter des institutions et des pratiques pour gérer plus rationnellement le marché de l'emploi coïncident. C'est à partir de cet ancrage historique que sont développées les réflexions sur l'évolution des rapports entre « connaissance » et orientation contenue dans l'ouvrage. Or, cela implique d'étudier l'évolution des interactions entre les définitions « objectives » de l'activité de production et les pratiques sociales de gestion des activités concrètes, « individuelles », dont l'orientation fait partie. Qu'est-ce qui reste de l'ambition d'un savoir « positif » et d'une organisation « rationnelle » ? On a assisté à un moment donné à une « révolution copernicienne » renonçant à fonder la gestion des trajectoires subjectives sur un savoir objectif ou cette question est encore un enjeu central ? Ces problématiques se trouvent en filigrane de l'ensemble des contributions sans

n'être jamais véritablement thématiques dans le sens d'une histoire des idées. Sans vouloir forcer les textes des auteurs, c'est en ce sens que nous nous proposons de restituer notre lecture de l'ouvrage.

À cheval entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle on trouve donc un « climat favorable » à l'idée de fonder les réformes sociales sur les connaissances rationnelles et notamment la solution de la « question sociale du travail », c'est-à-dire de la question salariale. Le premier article de Marcel Tubiaux est justement consacré à l'étude d'un épisode marquant de ce moment, à savoir la mise en place en 1913 d'une commission ministérielle et chargée d'étudier scientifiquement (à l'époque cela signifie d'un point de vue « psychophysiologique ») le travail afin de mieux répondre aux besoins sociaux. En s'intéressant à l'apport du médecin montpelliérain Armand Imbert, dont M. Tubiaux reproduit le texte intégral des propositions de recherches avec un très riche appareil de notes critiques, l'article montre comment au début du XXe siècle la question de la connaissance du travail était intimement liée à celle de son utilité, c'est-à-dire de son usage social. Autrement dit, connaître le travail humain signifiait étudier comment se servir de la manière la plus « efficace » possible de l'activité psychophysiologique humaine. Certes, la définition de cette « efficacité » restait un problème ouvert de la « science du travail » puisqu'elle représentait en même temps son objet « scientifique » et son objectif « politique ».

On peut lire l'ensemble des autres contributions comme des façons d'interroger la manière dont les pratiques et les théories de l'orientation dans leurs évolutions parallèles à celles du marché de l'emploi et de l'organisation du système éducatif se sont confrontées avec cette problématique. En ce sens, les articles posent la question de savoir comment on peut produire une « connaissance » du travail lorsque celle-ci sert à donner : « une réponse sociétale, sociale et personnelle aux questions posées à la société sur ses choix et offres de formation et leur accès aux débouchés professionnels et, d'autre part, une réponse aux questions posées en termes de devenir, d'identité et de place dans la société pour chaque personne » - selon la belle définition donnée par Anne Lancry-Hoestlandt à page 69. Autrement dit, comment la connaissance de l'activité productive est-elle possible lorsque l'on reconnaît que la réalisation de cette activité par l'individu vise plusieurs « finalités », sociales, économiques et personnelles ?

Les contributions d'Ouvrier-Bonnaz et de Lancry-Hoestlandt révèlent justement toutes les « ambiguïtés » qui traversent l'idée d'une connaissance du travail, lorsqu'on pose la question : efficace pour quoi et pour qui ? S'agit-il d'une « connaissance » résultat d'une réflexion sur l'expérience « subjective » du geste efficace, d'un « savoir » produit à la suite d'une théorisation ou encore d'une « information » stabilisée et quantifiable ? Et qu'est-ce que ce « travail » objet de cette connaissance-savoir-information ? S'agit-il de « l'emploi », c'est-à-dire de la place productive que l'on prend dans une société, d'un « métier », une activité productive qui nécessite un apprentissage, d'une « profession », terme qui renvoie à ces origines « fonctionnalistes » ou encore de « la carrière », c'est-à-dire l'évolution dans

la vie productive d'un individu ? La connaissance du travail, qui implique de définir « objectivement » son efficacité, se confronte à l'ambition de l'orientation de fournir aux sujets les outils pour appréhender la dimension polyédrique de l'activité productive en tant que métier, profession, carrière, savoir-faire. Cela semble rendre impossible toute connaissance produite dans et pour l'orientation, puisque les efficacités techniques, professionnelles, économiques et existentielles, sont souvent en contradiction et sont observées sur des plans incommensurables.

Mais cela ne doit pas conduire à la conclusion qu'orientation et connaissance du travail seraient donc inconciliables, sinon dans une réduction de l'une sur l'autre, puisque l'une n'aurait qu'une vocation épistémique, au sein de laquelle l'efficacité est pensée comme une dimension mesurable et objectivable, et l'autre une volonté pragmatique, pour laquelle l'efficacité est le résultat de jugements contingents et variables. Au contraire, l'orientation est l'un des contextes privilégiés où produire de la connaissance du travail, même pour la « science positive » du début de siècle. Cela était clair pour les psychotechniciens des années 1930, notamment pour Jean-Maurice Lahy qui percevait l'importance de construire les tests des aptitudes en fonction des besoins concrets de la production. Toutefois, la définition congénitale des aptitudes, sur laquelle la science du travail cherchait une validation expérimentale, rendait le rapport entre la connaissance et l'orientation confus, autant que Maurice Reuchlin parlera d'une « tautologie ». En effet, si le test doit mesurer une aptitude naturelle qui s'exprime par la réussite dans une activité professionnelle, cela signifie que le test ne fait que mesurer la réussite pour après la naturaliser.

Or, cette impasse de la « première » science du travail est en réalité son legs le plus riche à la question du rapport entre connaissance et orientation, puisqu'elle en montre la dialectique profonde. L'orientation non seulement guide la connaissance vers le « travail réel », mais affirme constamment son caractère provisoire. Si le travail est un processus par lequel on « contraint » notre activité vers un but jugé comme efficace, selon l'expression d'Henri Wallon, l'évolution des jugements, c'est-à-dire des normes et des valeurs qui organisent la société, implique de repenser les modèles de connaissance. C'est en ce sens que la critique marxiste à la notion d'aptitude comme « naturalisation » de la structure sociale, portée par Pierre Naville, tout en étant inéluctable, ne résout pas la « question » : comment répondre aux besoins sociaux d'efficacité productive tout en permettant aux sujets de « mettre à l'épreuve » dans les meilleurs conditions leur efficacité individuelle ?

C'est d'une certaine manière ainsi que l'on peut lire l'étude de Livia Scheller sur l'application du test du tourneur pour la sélection des conducteurs de bus à la RATP. L'auteure souligne comment ce test en étant un véritable barrage pour l'entrée dans la profession tend à surestimer une dimension motrice du travail de conducteurs (la dissociation des mouvements) sans que cela soit intégré dans l'ensemble de l'activité qui est, par ailleurs, devenue de plus en plus « relationnelle ». Cela conduit à exclure des candidats, notamment des femmes, qui sans détenir les aptitudes psychomotrices leur faisant passer le

test du tourneur disposeraient d'autres prédispositions et de motivations personnelles leur permettant d'acquérir les compétences fondamentales à la conduite.

La question du dépassement de la « circularité » des tests d'aptitude est centrale, dans les trois dernières contributions consacrées à la figure de Antoine Léon. Les trois articles montrent comment la psychopédagogie de l'orientation professionnelle de Léon, tout en s'inscrivant dans une continuité avec l'analyse du travail de la psychotechnique, se construit dans une opposition, à la fois politique et épistémologique, à la méthode des tests telle qu'elle était défendue par Henri Piéron à l'INETOP. En effet comme le souligne Jacques Leplat, Léon dans son étude de l'apprentissage réalise de véritables « analyses de travail » au sens de Jean Maurice Lahy. Toutefois, cette étude de poste ne sert pas chez Léon à la conception de test, mais à l'étude des mécanismes d'acquisition. Pierre Roche souligne dans son article que cette position particulière de Léon dans le panorama des études sur le travail est due aux influences du marxisme et de la psychologie de l'époque. La volonté explicite de construire une alternative à la psychotechnique tout en poursuivant l'ambition d'une orientation basée sur une connaissance rationnelle de l'activité de travail conduira à un déplacement épistémologique majeur. La connaissance à laquelle pense Léon n'est en effet plus l'objectivation scientifique de l'aptitude professionnelle, mais l'étude des dynamiques psychologiques et didactiques par lesquelles se construit le choix d'une profession. En ce sens, la question de la connaissance du travail prend la forme d'une réflexion plus large sur la construction parallèle de l'apprentissage individuel d'un geste productif et de l'évaluation technique et socio-économique de sa valeur.

Cette piste dans laquelle Bernard Prost retrouve la trace de la théorie du développement de Vygotski représente d'après nous une sorte de pierre d'achoppement de la question même des rapports entre connaissance du travail et orientation. En effet, elle montre comment l'orientation est un processus par lequel la société et l'individu construisent de manière partagée une définition de ce qu'est une activité productive. C'est en ce sens que cette question ne peut pas être réduite aux rapports entre deux institutions comme le « marché de l'emploi » et « l'école », mais implique une véritable réflexion anthropologique sur la production matérielle et conceptuelle du geste efficace. Une réflexion à laquelle le travail du GRESCO ne cesse d'apporter du matériel nouveau.